

NON A L'ISLAMOPHOBIE OFFICIELLE

Daniel Sibony 08 décembre 2014

À propos du viol de Créteil et des harcèlements d'élèves juifs par des élèves musulmans ; ce qui est frappant, c'est l'invariance des phénomènes, qui correspond à l'invariance de leur cause, à savoir que les enfants et les jeunes entendent dans leurs familles musulmanes des paroles antijuives, qui sont portées par la vindicte antijuive qu'on trouve aux fondements de l'islam ; on ne trouve pas qu'elle mais on la trouve, et surtout, elle se transmet à l'identique depuis près de 14 siècles. Elle est importée en France par les musulmans, en toute innocence, puisqu'elle fait partie de leur bagage culturel. Et même quand les adultes, ce qui est rare, la mettent en sourdine ou n'en parlent pas parce qu'ils ont d'autres problèmes, les enfants prennent le relais, car ils savent deviner ce que les parents n'explicitent pas.

L'invariance de cette vindicte fait peur aux responsables français de souche, alors ils essaient de la cacher sous des arguments politiques, comme le soutien aux Palestiniens. Mais comme c'est un peu gros, - des jeunes qui vont racketter un couple de Juifs et violer la femme, pour soutenir les Palestiniens -, on se rabat sur d'autres arguments, par exemple que ce sont des jeunes à problèmes, ou même, pour les violeurs, que ce sont des crapules. Or ils vont jusqu'au bout d'une détestation des juifs qu'exprime clairement la vindicte en question. Ce sont des extrémistes, qui passent à la limite une violence déjà prévue, déjà présente. (Dans le cas de Fofana et de sa bande, qui a fini par un meurtre, on a prétexté le besoin d'argent, l'argent que curieusement on va chercher chez un petit salarié juif.)

En fait, chaque fois qu'on donne une raison à ces actes, un cas surgit qui la réfute. Ici, c'est le cas d'élèves musulmans d'un collège à Lyon, qui traquent une élève juive ; elle ne trouve pas protection chez les adultes et les responsables du collège ne prennent pas de sanctions. (Cela me rappelle une histoire identique survenue au lycée Montaigne en plein Paris, il y a près de 10 ans ; l'élève juif a dû quitter l'établissement ; et on sait que le nombre d'élèves juifs qui ne sont plus à l'école publique voisine les 50 %.) Toujours, on retrouve chez les responsables de la loi la peur pure et simple, la peur de l'islam ; autrement dit, l'islamophobie. C'est un paradoxe typique : l'establishment français ne cesse de dénoncer l'islamophobie, et ses membres sont les premiers à la ressentir. Ils la dénoncent chez les autres pour leur faire la morale, mais eux-mêmes ont cette peur étrange, la peur qu'à l'homme policé, refoulé, et plutôt lâche, face à l'être pulsionnel ; la peur qui fait qu'un surveillant ou un proviseur va se cacher dans son bureau pendant ces petits « frottements intercommunautaires », c'est-à-dire pendant l'agression contre une juive, et qu'il ressort quand c'est fini, donnant ainsi un bel exemple de dignité. La peur qui fait qu'on ne sanctionne pas les agresseurs, qu'on demande aux Juifs d'être compréhensifs. On n'arrête pas les auteurs d'actes antisémites, non par antisémitisme officiel (là-dessus les discours sont d'une grande... dignité) mais par peur, pure et simple, d'aller les chercher et de risquer des ameutements.

Par leur lâcheté, c'est-à-dire par leur islamophobie, les responsables de la loi ou du règlement trahissent leurs engagements de lutter contre l'antisémitisme, engagements ressassés qui, en restant lettre morte, non seulement encouragent les agressions antijuives venant de musulmans, mais trahissent l'espoir que des musulmans éclairés ont mis dans la loi républicaine, l'espoir

qu'elle mette un coup d'arrêt à des traditions séculaires, concernant aussi les femmes, et qu'elle les aide à se dégager d'un carcan médiéval qui s'est transmis à l'identique.

J'ajoute, sur la scène de Créteil, que son équivalent à eu lieu un nombre incalculable de fois en terre d'islam : violer des juives et voler les juifs n'avait rien d'extraordinaire, même si les juifs étaient protégés, moyennant un fort impôt, par les autorités, qui elles-mêmes pouvaient les racketter. Le problème que cela pose c'est l'installation en France d'un islam fortement traditionnel, protégé par la peur qu'en ont les autorités. De telles attaques sont des tests : tant qu'il y a cette peur, elles ne feront qu'augmenter. Le seul recours c'est que les responsables du pouvoir surmontent leur peur.

L' ISLAMOPHOBIE

Daniel Sibony octobre 2014

Un drôle de mot, car il contient tant de confusion qu'il en devient presque un symbole de la confusion générale. Au départ, il signifie peur de l'islam. Cette peur, on la trouve au moins chez ceux qui sont agressés par des « jeunes », des musulmans ; ce sont des choses qui arrivent, au niveau local et aussi planétaire (où ce sont des moins jeunes : Al Qaïda, Boko Haram, le Califat...). Mais les gens ne sont pas idiots, la peur qu'ils ressentent concerne non pas l'islam, mais des appels que l'on trouve dans l'islam, à moins que ces appels, ces impulsions qui mobilisent les agresseurs ne leur tombent du ciel, directement, et cela, personne n'y croit. Ou que ça leur vienne de leur folie intérieure, mais quand cette folie constitue un collectif, quand celle d'un petit « fou » de banlieue rejoint celle d'un autre « fou » londonien ou syrien ou iranien, l'idée que ça relève d'une même source n'est pas folle. Cette idée est vivement censurée, déconseillée. Dans une ambiance de déni, il est de bon ton de la nier, et d'affirmer que l'islam n'a *rien à voir* avec cette violence.

C'est tellement admis, non pas comme vrai mais comme ce qu'il faut répéter, qu'on accède à un autre niveau de sens du terme islamophobie : c'est devenu la peur de dire quelque chose de critique envers l'islam ; c'est la phobie de *passer pour* islamophobe, de passer pour un de ceux qui ont peur de la violence islamique et qui demandent qu'on s'en protège. Le mot a donc franchi une première barre de sens: car cette peur au second degré, bien plus courante, n'est pas une peur des musulmans ou de l'islam, mais une peur d'être pointé dans la Doxa française comme xénophobe ; et d'être basculé dans le camp de l'extrême droite, par exemple. C'est donc une peur artificielle, entretenue par l'establishment, médiatique ou politique, une peur du qu'en-dira-t-on, une peur pour sa propre image, ou pour sa place, etc.

Après une de mes conférences, un homme a dit que tout à l'heure, dans le métro, il a vu une jeune femme en foulard presque intégral, ne découvrant que les yeux. Il s'est approché d'elle, et lui a dit que cette tenue violait la loi, elle l'a envoyé « pâître », la discussion s'est animée, aucun autre voyageur n'a bronché ; et quand il est descendu, deux autres personnes qui descendaient lui ont dit « vous êtes courageux, Monsieur » ; et : « c'est très bien, ce que vous avez fait ». Or cet homme n'a bravé aucun danger et les passagers qui n'ont pas bronché ont agi comme s'il y avait un danger réel. Ils ont donc bien intégré la censure qui leur dit : *surtout pas de critique envers l'islam, ou envers l'un de ses adeptes*.

Donc, sans qu'il y ait de danger réel à faire cette critique, et à faire respecter la loi, on a créé un vrai risque : celui de passer pour xénophobe. Il est probable que tous ces gens qui subissent cette censure, jusqu'à se l'imposer, au nom de cette peur induite, en voudront à l'islam d'en être

la cause. En somme, beaucoup de Français ne pardonneront pas à l'islam leur lâcheté envers lui.

Cette lâcheté, endossée par les instances officielles, induite par ceux qui, en principe, appliquent la loi, montre que la loi qui devrait servir de tiers se dégonfle. Du reste, ces responsables lancent des tirades magnifiques contre « ce type de violence », mais ne peuvent pas faire arrêter les « types » qui agressent, ou les punir quand ils les arrêtent. Du coup, la masse des agresseurs potentiels, qui n'est pas négligeable, commence à le savoir. Ça commence à se savoir que la loi, si elle pose des limites, ne peut pas les appliquer (« il faut des couilles pour ça », me dit un fonctionnaire, « et on n'en n'a plus »). Cela peut éclairer une certaine déprime, maquillée en indifférence, où le chacun pour soi masque le fait que chacun va « râler » dans son coin.

Quant à savoir pourquoi l'establishment a peur de l'islam, et c'est, aujourd'hui, le vrai sens de l'islamophobie, cela exige de réfléchir sur une notion nouvelle que j'appelle la *culpabilité perverse* et que j'ai proposée pour comprendre le phénomène : quand on se pose comme coupable du problème des autres, en l'occurrence de l'islam, on compte bien se poser comme seul capable de les résoudre ; c'est une prise de pouvoir sur ceux qui ont le problème, et aussi sur les autres, sur les braves citoyens qui auraient des choses à en dire, mais qui se taisent sous la pression du politiquement correct, devenu une sorte de menace : c'est ça ou le chaos. Si vous ne voulez pas le chaos, vous vous taisez.

Et c'est ainsi qu'on enfonce les uns et les autres dans un problème qui, au départ, n'était pas insurmontable ; et que j'avais autrefois résumé ainsi : il faut aider l'islam à conquérir son imperfection, car sa perfection se révèle dangereuse.

"ISLAMOPHOBIE" - LA MEME RENGAINE

Daniel Sibony 20 septembre 2012

La polémique autour de R. Millet et son "éloge" du tueur norvégien, était déjà, selon moi, une version de la même rengaine, assez vieille, à laquelle nous sommes condamnés pour longtemps; et voilà que les remous et polémiques qui ont suivi, que ce soit sur le film "américain" ou sur le n° de *Charlie Hebdo*, la remettent en scène, c'est la même ritournelle: d'un côté ceux qui s'inquiètent de la violence islamiste, qu'elle soit physique ou dans les mœurs, de l'autre ceux qui disent que c'est de l'islamophobie, du "racisme", que c'est indigne, etc. Quel que soit l'événement, on a le même chant à deux voix. Déjà lors du 11 septembre, le premier, certains étaient ahuris devant le terrorisme islamiste et d'autres scandaient que l'islam n'a rien à voir avec; pendant que la rue, d'un bout à l'autre du monde arabe, se réjouissait.

Dans un livre sur les *Perversions*, d'il y a 25 ans, j'avais consacré un chapitre au terrorisme, en tant que "fanatisme de la vraie loi". Il a la même structure, que ce soit chez le tueur norvégien ou chez Mohamed Merah. Le terroriste est un pervers dur qui veut écraser l'autre avec l'arme de "la vraie loi" qu'il tient dans ses mains, la seule loi qui vaille, la sienne, portée par un fantasme d'origine pure, totale, sans faille. Pour le tueur norvégien, c'est l'identité nordique, européenne, entachée par des étrangers inintégrables; et comme il ratiocine, ce n'est pas à eux qu'il s'en prend, mais à ceux des siens qui les défendent; il déteste l'autre dans le même. Merah ne fait pas autre chose: il veut détruire l'autre qui s'en est pris à l'islam (militaire français) et aux juifs, cible évidente pour un islamiste, qui peut invoquer aussi bien ses "frères" palestiniens que le Coran.

Entre ces deux pôles intégristes - occidental et islamiste -, il y a tout un dégradé de perversions petites ou grandes. Par exemple R. Millet a dû tenter de "comprendre" le tueur norvégien, et en ce sens l'absoudre, mais il s'est caché derrière la littérature, et il a été débusqué par les

littérateurs qui n'ont eu aucun mal à le pointer "islamophobe", donc "raciste". Or il y a dans les discours qui le harponnent des erreurs notables.

Le Clézio, par exemple, dit que "la figure actuelle de l'antisémitisme, c'est l'islamophobie". Et qu'en est-il lorsque les auteurs actuels des actes antisémites sont islamiques? Sait-il, par exemple, que le slogan de la manif islamique sur les Champs-Élysées contre "le film", c'était: "Egorge les Juifs"? Expression qui, dans le discours islamiste, n'est pas choquante, elle éclaire même peut-être, pourquoi le monde arabe est aujourd'hui pratiquement *judenrein*. Cet honorable écrivain devrait aller soutenir son point de vue devant près de la moitié d'enfants juifs de la région parisienne qui ne s'inscrivent pas à l'école publique par peur d'être attaqués par des élèves musulmans. A moins de les traiter d'islamophobes? C'est facile quand on ne court aucun risque. Et il aurait sur le dos les directeurs des écoles qui lui feraient cet aveu: ils ne peuvent pas assurer la sécurité de ces élèves, c'est pourquoi ils leur "déconseillent" de s'inscrire. Et plus tard, ils n'ont pas eu à le leur déconseiller, ils ont compris tout seuls. L'ironie du sort veut que cela se passe dans des écoles où l'on a apposé des plaques mentionnant le nom d'enfants juifs déportés.

En revanche, j'ai entendu l'écrivain A. Meddeb déplorer que ces masses musulmanes réagissent par un réflexe pavlovien au film anti-islamique, et ajouter que c'est une œuvre d'idiot qui fait réagir des idiots. Traiter d'idiot ces dizaines de millions d'hommes, c'est courageux, et c'est surtout désespéré.

Chacun sait que la censure règne dans les pays arabes récemment « libérés » par des révolutions. Or c'est cette même censure que l'on veut imposer ici. Car en soutenant la liberté d'expression *sauf* pour ce qui touche au sacré, on s'aligne strictement sur la logique des intégristes, qui invoquent des versets coraniques du genre: "Ne tuez pas l'homme que Dieu a sacré *sauf* pour une cause juste". Ou encore: "Ne polémiquez avec les gens du Livre [juifs et chrétiens] qu'avec courtoisie, *sauf* s'ils sont injustes". C'est avec de tels "sauf" qu'on en est à ce "sauve qui peut", y compris pour les musulmans modérés, forts isolés, qui ne savent où donner de la tête. Puisqu'ils sont, en fait, forcés de rejoindre l'unanimité contre les caricatures et contre le fameux film (dont l'auteur a très vite muté: d'israélo-américain qu'il était, il est devenu copte). Or la flambée unanime pour défendre le sacré est le principe même du terrorisme et de l'ameutement qui l'induit.

La tâche des musulmans modérés va donc être difficile, car non seulement l'islamisme est la partie active de l'islam, mais elle entraîne dans l'ameutement des masses énormes. Et elle effraie les démocrates européens, prêts à céder sur la liberté de parole au nom du sacré. Donc à cautionner l'islamisme.

En passant, on voit bien qu'aujourd'hui, le vrai pouvoir, ce n'est pas de parler (sauf à gonfler la même mousse sur le thème: surtout pas de vague, et pas d'huile sur le feu); le vrai pouvoir est de faire taire ceux qui auraient des choses à dire, et à penser.

DES DANGERS DE L'ISLAMOPHOBIE

Daniel Sibony septembre 2012

Dans ce pays, il y a deux islamophobies. L'une consiste à avoir peur des musulmans extrémistes, peur que certains éprouvent sans raison, et que d'autres ont des raisons de ressentir. L'autre islamophobie, c'est la peur de dire ou de laisser dire des choses qui critiquent l'islam. Cette peur entraîne une vraie censure, externe et interne, elle contrarie les mœurs admises de liberté de la parole.

Aujourd'hui, en France, on ne peut plus dire que Mahomet est un faux prophète; ce n'est qu'une opinion, mais elle peut vous valoir l'accusation de racisme, de non-respect de l'autre.

Pourtant, ce qu'on respecte chez l'autre ce sont ses droits, et une opinion n'empiète pas sur les droits de l'autre. Or votre opinion empiète sur les droits de ceux qui pensent que Mahomet est le prophète ultime et vrai. Si l'on admet qu'ils ont ce droit privilégié: ne pas entendre d'opinion qui contarie la leur. Certes, certains autres sont à leur tour contrariés, ils ressentent de l'impuissance, de l'agressivité, qui tourne à la haine. Car l'impuissance que cela réveille chez eux évoque toutes leurs autres impuissances, et cela peut les rendre irrationnels. Ainsi on produit de l'islamophobie en la dénonçant sur ce mode. En imposant cette confusion, où critiquer une chose, c'est en avoir la phobie.

LE CHANTAGE A L'ISLAMOPHOBIE

Pascal Bruckner Le Figaro 05 novembre 2003

Face au soutien dont bénéficie le voile islamique dans certains secteurs de l'opinion française

L'islam est intouchable: le critiquer ou le soupçonner, c'est faire preuve de racisme. Telle est la nouvelle vulgate que tente d'accréditer le Mrap, un certain nombre de médias et de chercheurs et une partie des dirigeants politiques. De quoi s'agit-il en l'occurrence? De soustraire la religion coranique à l'épreuve que subissent, depuis longtemps, les deux autres monothéismes existants: l'épreuve de la remise en cause. Un petit brûlot rédigé par un «spécialiste» (1) tente d'accréditer cette thèse: l'islam ferait l'objet d'amalgames scandaleux. Attaqué par des écrivains, tel Michel Houellebecq, ou des journalistes, telle Oriana Fallaci, il constituerait le paria des confessions et la confession des parias.

Or ceux qui l'incriminent ne le connaissent pas et leur virulence serait proportionnelle à leur ignorance: «fantasme» des fous d'Allah invoqué par des «intellectuels médiatiques», «fantasmes sécuritaires» dirigés contre les nouvelles classes dangereuses que sont les jeunes de banlieue; fantasme, enfin, de l'asservissement des femmes islamiques qui n'est rien d'autre qu'un «cliché». Conclusion: vilipendé, caricaturé, l'islam doit être protégé par tous les moyens, et ceux qui médisent de lui, traînés devant les tribunaux.

Notons d'abord à quel point cette notion est calquée terme à terme sur celle de judéophobie comme s'il s'agissait en quelque sorte de rétablir le principe d'équivalence, de se lancer dans une compétition victimaire et de ne pas laisser aux seuls Juifs la couronne du martyr.

Or, après le 11 septembre 2001, déclaration de guerre adressée aux infidèles du monde entier, on n'a pas en France, que je sache, brûlé des mosquées ou saccagé des lieux de culte musulmans, et c'est tant mieux : hormis quelques incidents, les Français, dans leur majorité, savent faire la différence entre les croyants ordinaires et les terroristes qui défigurent la foi.

Ceux qui veulent, en se drapant dans l'uniforme du réprouvé, protéger l'islam du moindre jugement dépréciatif, semblent oublier l'extraordinaire virulence du combat anticlérical en France et en Europe qui confina parfois à la barbarie : églises, temples, couvents brûlés et rasés, objets de culte dégradés, prêtres, évêques, religieuses guillotines, pendus, massacrés. La violence de cette réaction fut à l'image de celle exercée par les Eglises pendant tant de siècles sur les populations. Ce fut un prix terrible à payer, une lutte d'un sectarisme outrancier, mais qui nous a libérés de la tutelle ecclésiastique et a contraint Rome et les divers protestantismes à des révisions déchirantes quant à leur prétention à diriger l'ordre social.

Car le christianisme et l'islam ont en commun d'être deux religions impérialistes, persuadées de détenir la vérité et toujours prêtes à faire le salut des hommes par le sabre, le bûcher ou l'autodafé. Au nom de Dieu miséricordieux, elles ont tué et liquidé, directement ou indirectement, des millions d'individus. Mais le christianisme, miné par quatre siècles

d'opposition en Europe, a dû céder du terrain et admettre le principe de laïcité, d'ailleurs inscrit dans les Evangiles ; il a dû, aussi, faire son aggiornamento couronné pour les catholiques par le concile de Vatican II et poursuivi par Jean-Paul II. Ce long travail de remise en question reste à accomplir pour l'islam habité par la certitude d'être la dernière religion révélée, donc la seule authentique. En France, on peut chaque jour, notamment aux «Guignols de l'info» «bouffer du curé», se moquer du Pape, de Mère Teresa, du dalaï lama, mais jamais de l'islam, sous peine d'être accusé de racisme. Pourquoi ce «deux poids, deux mesures» ? Ajoutons que les intégrismes juif et chrétien sont eux aussi grotesques et obscurantistes ; mais outre qu'ils ne débouchent pas sur des foules haineuses et hurlantes ou des tueries de masse, ils restent minoritaires et sont contenus par la prépondérance des laïcs, de libéraux, des conservateurs. Enfin, contester un système de pensée ou de croyances, rejeter des idées, des convictions que l'on juge, à tort ou à raison, fausses ou dangereuses, est à la base même de la vie intellectuelle et de la libre délibération.

Faut-il parler alors de racisme anticapitaliste, antilibéral, antisocialiste, antimarxiste ? On a parfaitement le droit, jusqu'à preuve du contraire, de vomir les religions dans leur ensemble, de les juger mensongères, abrutissantes, abêtissantes. Ou alors faut-il rétablir le crime de blasphème comme il y a peu avec Salman Rushdie ? Il y a plus grave, toutefois, et que prouve le libelle de Vincent Geisser : il vise avant tout à pénaliser ces musulmans dits modérés ou agnostiques qui souhaitent s'émanciper de l'intégrisme. C'est là que le concept d'islamophobie se révèle une machine de guerre pernicieuse au service d'intérêts particuliers : elle consiste à stigmatiser ceux des intellectuels, religieux, journalistes, philosophes d'origine maghrébine qui osent critiquer les principes de leur foi, en appellent à une relecture du Coran ou plaident pour une séparation des pouvoirs temporel et spirituel. Cela permet de les désigner à la vindicte de leurs coreligionnaires extrémistes en dressant une véritable liste de proscription (où l'on retrouve pêle-mêle Dalil Boubakeur, Soheib Bencheikh, Malek Boutih, Rachid Kaci, Latifa Ben Mansour, Mahammed Sifaoui, Abdelwahab Meddeb et beaucoup d'autres).

Le livre de Vincent Geisser constitue ce qu'il faut appeler une opération de basse police intellectuelle digne de l'ère stalinienne : en traitant ces démocrates de vilains poujadistes, d'opportunistes, de carriéristes, de laïcards, de persécutés d'opérette, il fait d'eux des quasi-apostats, des traîtres à leur religion, voire des harkis, des collabos, des ennemis de l'islam (même si ces mots ne sont jamais utilisés).

Coupables, donc, les beulettes qui veulent s'affranchir du voile, coupables tous ces enfants d'immigrés qui réclament le droit à l'indifférence religieuse, le droit de ne croire en rien et ne se sentent pas automatiquement musulmans parce qu'ils sont d'ascendance marocaine, algérienne ou tunisienne ? L'invention de l'islamophobie remplit plusieurs fonctions : nier, pour mieux la légitimer, la réalité d'une offensive islamiste en Europe, intimider, faire taire les mauvais musulmans, les impies soucieux de changement et au final bloquer tout espoir d'une mutation religieuse en terre d'islam.

Il s'agit donc de réhabiliter le délit d'opinion afin de clouer le bec aux contradicteurs et déplacer la question du plan intellectuel au plan pénal, toute objection ou réticence étant immédiatement passible de poursuites. Nous assistons bien à la fabrication d'un nouveau délit analogue à ce qui se faisait jadis dans l'ex-Union soviétique contre les ennemis du peuple (2). Or l'assimilation de l'esprit d'examen avec le racisme est trompeuse : autant ce dernier s'adresse aux personnes en tant qu'elles existent et pour ce qu'elles sont, le Juif, le Noir, l'Arabe, autant la discussion critique porte sur de notions mobiles, variables, les idées, les dogmes, les principes, toujours

susceptibles de transformations. Tout le fond de l'affaire est là. Car Vincent Geisser comme Le Pen, Oriana Fallaci et l'universitaire américain Samuel Huntington, sont, malgré leurs différences, des essentialistes imprégnés de pessimisme culturel : ils voient les religions, les cultures, les races comme des blocs qu'on ne saurait modifier d'un iota sous peine de les détruire et encore moins mélanger. L'on sait pourtant, comme l'a dit l'Iranienne Cherine Ebadi, récent Prix Nobel de la paix, que la démocratisation des sociétés musulmanes passe par les femmes et le changement de statut de ces dernières par la réinterprétation des textes canoniques. Or l'islam, surtout depuis la révolution kémaliste en Turquie, est une maison divisée : les intégristes voudraient refermer cette blessure en l'imputant aux croisés, à l'Occident, aux mécréants, les laïcs l'ouvrir plus encore afin de provoquer une crise salutaire. Ceux qui salissent la religion du Prophète, ce sont d'abord les «martyrs» qui commettent des attentats monstrueux, les clercs ou les théologiens qui les justifient et les idiots utiles ou les idiots tout court qui défendent ces derniers.

L'islam fait partie du paysage français ; il a droit à ce titre à la reconnaissance publique et au respect ; à condition qu'il respecte lui-même les règles républicaines et ne réclame pas des droits séparés, dérogations pour les femmes, faveurs et privilèges divers. Ce qu'on peut lui souhaiter de mieux, ce n'est pas la «phobie» ou la «philie» mais l'indifférence bienveillante dans un marché de la spiritualité ouvert à toutes les croyances. S'il ne veut plus souffrir de suspicion, il devra s'engager dans un type de réforme aussi radicale que celle opérée par les catholiques et les protestants au cours du siècle écoulé. Jusque-là, il restera, y compris pour les musulmans modérés, l'objet d'une prudence légitime. Il y a quelque chose d'ahurissant à voir une «organisation antiraciste» criminaliser les adversaires du fanatisme et de la superstition. Si Voltaire vivait aujourd'hui, gageons que certains «antiracistes» le feraient jeter en prison.

* Ecrivain, philosophe.

(1) La Nouvelle Islamophobie, Ed. La Découverte, 122 p.

(2) Si l'extrême gauche manifeste une telle indulgence pour les fondamentalistes du Coran ce n'est pas simple accident ; elle voit ce collectivisme théocratique avec bienveillance puisqu'elle n'a jamais fait son deuil du totalitarisme et que sa vraie passion n'est pas la liberté ou la justice, mais la servitude.

LES NOUVEAUX INQUISITEURS

Jean-François Revel, de l'académie française Le point 14/11/03

AINSI DONC, À SUIVRE CERTAINES POLÉMIQUES récentes, qui confinent à l'agression injurieuse, il ne serait plus permis en France de se déclarer en désaccord avec une religion sans susciter du même coup l'accusation de racisme et de xénophobie. Notons-le toutefois, cette assimilation du scepticisme religieux, c'est-à-dire de la libre-pensée, à la haine raciale est une trouvaille récente, inventée au profit de la seule religion musulmane.

En effet, le christianisme a été critiqué, voire rejeté, par des philosophes et des penseurs dès les débuts de son histoire et à l'intérieur même de son aire d'influence. C'est de la fin du IIe siècle après J.-C. que date le premier pamphlet antichrétien connu, le « Discours vrai contre les chrétiens » de Celse. Au XVIe siècle, Montaigne s'interroge sur le bien-fondé d'une doctrine qui engendre des résultats si contraires à ses propres principes, puisqu'on lui doit les massacres des guerres de religion en France et l'extermination des Indiens d'Amérique au nom de la foi. Au XVIIe siècle, ceux que l'on appelait les libertins, mot alors synonyme de libres-penseurs (les

« esprits forts » de La Bruyère), contestaient les croyances et les pratiques de cette religion. Et nul n'ignore que le XVIII^e siècle, de Pierre Bayle, dont le « Dictionnaire » servit de guide intellectuel à toute l'époque, jusqu'à Voltaire et aux encyclopédistes, fut par excellence la période qui paracheva la séparation de la vie intellectuelle et de la pensée religieuse en général, pas seulement du christianisme.

CES PENSEURS ESSUYÈRENT SOUVENT LA RÉPROBATION, subirent même des condamnations de la part d'une Eglise acharnée à préserver ses dogmes et son pouvoir. On les accusa d'hérésie. Mais on ne sache pas que quiconque ait jamais songé à les accuser de xénophobie et de haine raciale. Il a fallu attendre le XXI^e siècle pour voir les défenseurs ignorants et maladroits de l'islamisme confondre racisme et critique religieuse. « La vie de Jésus » de Renan, le « Pourquoi je ne suis pas chrétien » de Bertrand Russell ou « Le parti noir » d'Anatole France sont-ils des ouvrages racistes ? L'intellectuel occidental aurait mis des siècles à conquérir le droit de penser en dehors et, au besoin, contre les dogmes dits révélés de sa propre religion dominante pour qu'aujourd'hui on lui retire ce droit au bénéfice de la seule religion musulmane, sous peine d'être taxé de xénophobie !

LES INQUISITEURS MODERNES, qui se figurent voler ainsi au secours des musulmans immigrés, leur rendent en réalité un très mauvais service. Car en confondant pensée laïque et racisme, ils renforcent non pas les musulmans, qui ne veulent que la liberté du culte ou le droit de ne pas le pratiquer du tout, mais les islamistes, qui veulent détruire la pensée libre, c'est-à-dire la base même de la civilisation occidentale. Les inquisiteurs encouragent de la sorte un conflit dont la radicalisation rendrait impossible l'intégration qu'ils prétendent favoriser.

Dans l'ensemble que la revue mensuelle L'Histoire (novembre 2003) consacre aux islamistes, et qui réunit les collaborations d'orientalistes parmi les plus réputés, il ressort que l'islamisme doit être distingué de l'islam. L'islamisme s'est forgé au XXI^e siècle en fonction d'une relation d'hostilité avec l'Occident et n'existe que par son opposition à lui. Par ce « rejet systématique de la civilisation occidentale », il dénonce « non pas tant ce qu'elle fait mais ce qu'elle est » (Bernard Lewis). Ainsi « se demander si on peut se concilier l'islamisme est contradictoire dans les termes ; le conflit se trouve au cœur de son projet » (Gabriel Martinez-Gros).

C'est pourquoi, derrière l'offensive du voile, il y a beaucoup plus que le voile. Les revendications islamistes s'étendent peu à peu au contenu même des programmes d'enseignement, poussant ainsi à la retransformation de l'école publique et laïque en école confessionnelle. L'exigence islamiste de ségrégation des sexes déborde le cadre des établissements scolaires. Elle bouscule les pratiques hospitalières en incitant les musulmanes à refuser de se laisser soigner par des hommes. Le ministre des Sports, Jean-François Lamour, déplore les mêmes « dérives » dans les associations sportives : refus de la mixité, baisse de l'activité sportive des filles dans les quartiers d'immigrés, apparition de clubs sportifs communautaires.

CE N'EST DONC PAS LA LIBERTÉ DE PENSER qui menace l'intégration, c'est le sectarisme islamiste. La question est : « intégration » signifie-t-il que les musulmans doivent s'adapter à la civilisation française ou que la civilisation française doit s'adapter à l'islamisme ? Les nouveaux inquisiteurs auraient-ils opté pour la seconde solution ? Notre devoir n'est-il pas plutôt de soutenir les aspirations démocratiques des musulmans modernistes ?

IDIOTIE DE LA SOIT DISANT « ISLAMOPHOBIE »

New York Post le 3 juillet 2007

Article d'Amir Taheri New York

LONDRES. Les opérations à la voiture piégée ou à l'attaque suicide à Londres et à Glasgow devraient avoir fournies une bonne occasion de rappeler à chacun, particulièrement aux musulmans de Grande-Bretagne, que le terrorisme au nom de l'Islam posent un problème majeur de sûreté publique et de paix. Mais ce n'est pas du tout ce qui se passe.

Le premier ministre Gordon Brown continue de répéter que les attaques n'ont rien à voir avec l'Islam - mais, dans le même temps, continue à inviter « les chefs musulmans de la communauté » à Downing Street pour discuter de la manière d'empêcher des attaques. Si les attaques n'ont rien à faire avec l'Islam, pourquoi inviter les "chefs musulmans" plutôt que des moines bouddhistes ?

Gordon Brown n'a pas considéré convenable de reconnaître la vérité : les musulmans en Grande-Bretagne, et en fait partout dans le monde, doivent sortir de leur réserve et condamner le terrorisme dans des termes clairs. Au lieu de cela, on entend ceci : les attaques ont été encouragées par la "frustration musulmane" à propos de l'anoblissement de Salman Rushdie, dernier ajout aux litanies islamistes. Certains « chefs modérés de la communauté », comme une certaine baronne Uddin, laissent entendre que les musulmans ont "des revendications de politique étrangère" qui pourraient les rendre malheureux. Le message est à peine codé : tant que la Grande-Bretagne ne changera pas sa politique étrangère pour plaire à Al Qaeda, elle doit s'attendre à être attaquée. Pire, Ken Livingstone le quichottesque maire de gauche de Londres a fait passer la responsabilité propre des terroristes aux Britanniques tentés par "l'islamophobie" d'une manière générale.

Ainsi, le raisonnement de Livingstone mène à une impasse logique : Nous les détestons parce qu'ils veulent nous tuer, ou veulent-ils nous tuer parce que nous les détestons ? Cela implique que le blâme doit peser sur le gouvernement britannique et les Etats-Unis son allié, particulièrement le Président Bush, qui a déclaré la guerre avouée à la terreur plutôt que de chercher à le l'amadouer. Mais peut-on accuser la Grande-Bretagne "d'islamophobie" ?

La réponse est un non sans hésitation. La Grande-Bretagne et quelques autres démocraties occidentales sont les seuls endroits sur terre où les musulmans de toutes les obédiences peuvent pratiquer leur foi en toute liberté.

-Un annuaire impressionnant des établissements musulmans en Grande-Bretagne énumère plus de 300 sectes différentes - la plupart interdites et persécutées dans tous les pays musulmans existant sur terre.

-Un musulman chiite ne peut pas établir une mosquée au Caire ; son frère sunnite ne peut pas avoir une mosquée à Téhéran. Des éditions du Coran imprimées en Egypte ou en Arabie Saoudite sont saisies comme produit de contrebande en Iran ; l'Egypte et de nombreux autres pays musulmans interdisent à leur tour l'importation de Corans imprimés en Iran. Les travaux d'une majorité d'auteurs musulmans et de philosophes sont interdits dans la plupart des pays musulmans.

-En Grande-Bretagne, tous les types de mosquées sont permis ; aucun auteur ou philosophe musulman n'est interdit. Plus important encore, des sectes musulmanes rivales ne se massacrent pas entre elles, comme cela se passe dans une demi-douzaine de pays Musulman. Le seul cas où les médias britanniques pratiquent une auto-censure, c'est quand un article pourrait être compris comme anti-Islamique. Tout éditeur anglais a refusé au moins une proposition de livre par crainte de blesser les sentiments musulmans.

"Prendre en considération les sensibilités musulmanes" est également la raison donnée pour annuler certaines expositions artistiques et le retrait de certaines oeuvres à l'affichage dans d'autres.

-Même les responsables islamistes les plus anti-occidentaux et favorables à la terreur reçoivent des visas pour le Royaume-Uni et peuvent répandre leur message de haine (parfois, comme invités du maire Livingstone et de ses amis). Le Hamas et le Hezbollah sont représentés en Grande-Bretagne de manière importante ; "le parti de la libération islamique" interdit dans tous les pays musulmans, a son siège principal à Londres. Des militants pro-Hamas et pro-Hezbollah sont présentés sur la TV britannique chaque soir.

-La République islamique du guide suprême de l'Iran, Ali Khamenei, garde un « bureau personnel » à Londres avec deux fois plus de personnel que celui de l'ambassade officielle de l'Iran.

Les dernières manifestations de la soit-disant « islamophobie » anglaise, apparaissent lorsque le premier ministre Gordon Brown nomme deux musulmans au sein de son équipe ministérielle, une première dans l'histoire du Royaume Uni. Les terroristes qui ont essayé de tuer des personnes à Londres et à Glasgow sont les mêmes personnes qui en ont massacrées à Bagdad et à Karachi. Ils sont identiques à ceux qui ont tué des dizaines de milliers d'Egyptiens et peut-être jusqu'à 250 000 Algériens pendant des décennies. Ils ne sont pas motivés par n'importe quel grief religieux, mais par un appétit insatiable de puissance politique. Ils veulent dominer les sociétés, les soumettre et imposer à chaque individu une tyrannie extrême de la terreur au nom de Dieu.

Si l'Islam est la religion de la paix, alors les vrais islamophobes sont ceux qui ont placé les voitures piégées à Londres et à Glasgow - pas les pauvres Britanniques qui se censurent eux-mêmes et limitent leurs libertés, durement gagnées, pour ne pas offenser « la communauté musulmane ».

Amir Taheri né en Iran et éduqué à Téhéran, Londres et Paris.